

## Point de vue

Point de vue par Jean-Dominique Giuliani (\*)

# L'indispensable vote européen

Quand on a le droit de voter, on s'en sert ! Nombre de femmes et d'hommes ont donné leur vie pour cet acte démocratique qui fonde la légitimité des décisions qui s'imposent à une collectivité. Les élections européennes du 7 juin sont importantes. Le Parlement européen, avec ses 736 députés, est la seule institution européenne élue au suffrage direct. Il représente les Européens dans une Union de 500 millions de ressortissants de vingt-sept pays. Il est, avec le Conseil, représentant les États, l'organe législatif de la construction européenne. Il adopte environ cent lois par an, règlements ou directives, qui s'appliquent en France directement ou par transposition dans des lois internes. Ses pouvoirs, qui n'ont pas cessé de s'accroître, seront encore plus importants après la réforme en cours des institutions. C'est lui qui investit la Commission européenne. En 2004, il n'a pas hésité à refuser deux commissaires et à obliger José-Manuel Barroso à changer les attributions de deux autres. Il exerce son droit de contrôle, notamment en matière budgétaire, d'une manière scrupuleuse et sévère, comme on aimerait parfois le voir dans notre pays. L'abstention, le 7 juin, acte peu civique, n'est donc pas justifiable. Ni la complexité des affaires européennes ni les critiques qu'on peut vouloir adresser à

l'Europe ne peuvent la cautionner. Au contraire, si l'on veut que les décisions et les politiques européennes changent, si l'on n'est pas satisfait de la manière dont fonctionne l'Union, il faut se rendre aux urnes pour choisir des candidats qui portent des propositions pour l'Europe. Nos représentants ont besoin d'une légitimité pour exprimer des votes, pour peser sur les choix européens, c'est-à-dire sur notre avenir à tous. Car nul ne doute que l'Union européenne donne à la France la taille pertinente dans un monde devenu un village planétaire. Aujourd'hui, l'Union est la zone la plus riche du monde, la première puissance commerciale, le premier marché, le premier investisseur. Elle a réussi au-delà des espoirs qu'on pouvait nourrir au lendemain du second conflit mondial. Elle nous a évité, avec l'euro, la faillite de nos banques, les dévaluations - c'est-à-dire l'impôt sur les plus pauvres - et une panique du type de celle que nous avons connue en 1929. Elle nous a apporté la solidarité financière, qu'on oublie trop facilement. Qui paierait 9,5 milliards d'euros par an pour nos agriculteurs ? C'est le montant de ce qu'ils reçoivent de la Politique agricole commune ! Alors certes, tout n'est pas parfait dans cette construction unique au monde, qui veut à la fois préserver les

identités nationales et mettre en commun au niveau européen ce que nous ne pouvons faire qu'à plusieurs, avec nos partenaires. Et il y a beaucoup de choses à améliorer, à simplifier, à développer, à mettre en commun. Face à une crise financière grave qui va modifier les rapports de force dans le monde, l'Europe doit se montrer plus agile, plus rapide. Elle en a les moyens, mais elle a besoin de la voix des peuples pour se réformer, pour montrer encore plus d'unité économique et prendre des décisions peut-être plus audacieuses. La France seule ne pourrait faire face à ces bouleversements. Totalement engagée en Europe, avec des partenaires et des alliés privilégiés, elle a les capacités de rebondir et de mieux préparer l'avenir de nos enfants. Pour cela, elle doit être présente au Parlement européen, avec des députés actifs, engagés, qui jouent le jeu de l'Europe et qui soient forts de la légitimité populaire. (\*) Président de la Fondation Robert Schuman.